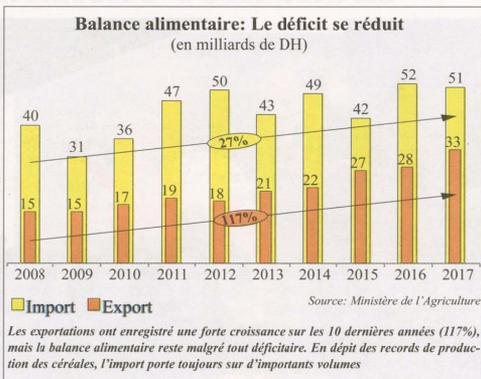


Agriculture: Une nouvelle stratégie se prépare

- Elle sera axée sur l'émergence d'une classe moyenne rurale
- Un noyau dur de jeunes agriculteurs autour de 1 million d'hectares

A moins de deux ans de l'échéance, le Plan Maroc Vert devrait entamer une nouvelle orientation. Celle de l'équilibre socio-économique dans le monde rural. Tout particulièrement en direction de la jeunesse. L'objectif est de juguler la problématique de l'emploi et d'améliorer le revenu des agriculteurs pour capitaliser sur les acquis. L'occasion du bilan annuel des filières agricoles a été saisie par le ministre de l'Agriculture, Aziz Akhannouch, pour inviter les différents acteurs à mener une réflexion sur le futur du secteur agricole. Avec à la clé des propositions concrètes. Se référant au dernier discours du Roi devant le Parlement, Akhannouch explique qu'il s'agit de consolider les acquis et de créer de nouvelles activités génératrices d'emplois et de revenus. En particulier, en faveur des jeunes ruraux, pour contribuer à l'émergence d'une classe moyenne agricole.



La réunion intervient après 10 années de mise œuvre du Plan Maroc Vert. Elle constitue la première étape du processus d'évaluation de la stratégie qui sera suivie d'autres rencontres pour traiter les dimensions régionale, territoriale et thématique où il est question de dresser un bilan des réalisations, d'examiner l'évolution du secteur et son impact sur les différents

tains de ses collègues du gouvernement, notamment l'Intérieur et le Commerce et l'Industrie.

Quoi qu'il en soit, le grand mérite du Plan Maroc Vert, c'est d'avoir libéré et consolidé l'élan d'investissement. Sur la décennie, pas moins de 104 milliards de DH ont été injectés dans le secteur agricole, toutes filières confondues. Avec à la clé un soutien de l'Etat représentant 40% du total. Le privé ayant apporté le reste (voir info ci-contre).

Au total, les investissements publics dans les équipements hydro-agricoles, infrastructures et autres mesures transversales ont atteint 75 milliards de DH à fin 2017. Ce qui explique, selon le ministre, la croissance soutenue qu'a enregistrée le secteur: 5,25% par an en moyenne. Du coup, la valeur du PIB agricole a bondi de 60% sur les 10 dernières années à 125 milliards de DH, se félicite le ministère. En ce qui concerne l'export, les volumes

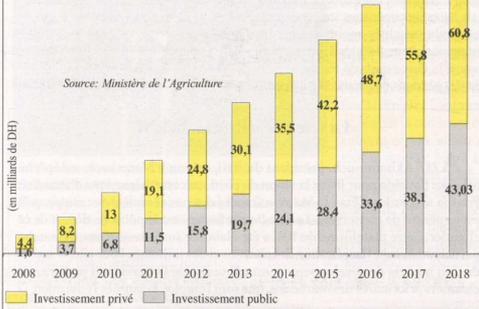
ont plus que doublé sur la décennie avec une valeur de 33 milliards de DH en 2017. Mais avec une hausse cumulée de 117% des exportations, la balance alimentaire est restée déficitaire d'environ 20 milliards de DH. Ceci, sous la pression des achats de céréales et autres produits alimentaires à forte valeur ajoutée.

Akhannouch reçu par le Roi

SM le Roi Mohammed VI a reçu, vendredi au palais royal de Marrakech, Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts. Au cours de cette audience, le souverain a réitéré ses souhaits et ambitions pour un monde rural marqué par la création de nouvelles activités génératrices d'emplois et de revenus, essentiellement en faveur des jeunes. A noter que l'audience s'est déroulée en l'absence du chef du gouvernement. □

L'impact de la stratégie agricole sur la création des emplois est aussi édifiant. Selon Aziz Akhannouch, «le secteur agricole y a contribué à raison de 40% au niveau national. Il a procuré 250.000 postes de travail supplémentaires». Il en est de même de la couverture des besoins alimentaires. La consommation des fruits et légumes est couverte à 100% par la production locale. Idem pour les produits animaux: viandes rouges, blanches et lait. Alors que les besoins en céréales et sucre sont assurés à raison de 50%. Plus significatif, le revenu annuel moyen des paysans a presque doublé. Il est passé de 5400 DH par personne en 2008 à 9.500 DH cette année. □

104 milliards de DH investis



A cet effet, 1 million d'hectares de terres agricoles sera mobilisé, principalement au profit de jeunes agriculteurs. Et d'ores et déjà, «les services du ministère sont appelés à identifier ces terres, les types de cultures à y pratiquer ainsi que les mécanismes de financement et d'accompagnement des projets», annonce le ministre.

indicateurs sociaux et économiques. Le grand défi tient toujours au déficit d'intégration de l'amont à l'aval agricole. Les réformes liées à la commercialisation des animaux, leur abattage ainsi que les marchés de gros peinent à se concrétiser. Il faut dire que le ministre de l'Agriculture n'a pas bénéficié du soutien de cer-